



L'école doit retrouver le chemin de l'égalité républicaine

Editorial

Par Pascal Pavageau

En ces jours de rentrée scolaire, la Confédération apporte son soutien plein et entier à toutes celles et ceux qui font vivre l'école de la République. Une école aujourd'hui fragilisée, territorialisée et morcelée, aux moyens insuffisants et disparates : une école dont les contre-réformes successives ont fait l'un des symboles du désengagement de l'État.

À l'instar de l'inversion de la hiérarchie des normes, la réforme territoriale a pour effet de casser le cadre national au profit de réglementations locales, participant du démantèlement du service public : l'Éducation nationale, une et indivisible, se meut en une multitude d'établissements, et autant de programmes ou de rythmes scolaires. Le baccalauréat comme les diplômes nationaux sont clairement menacés. À cela s'ajoute la sempiternelle réduction des dépenses publiques, conduisant à des baisses drastiques d'effectifs – 100 000 postes d'enseignants supprimés depuis 2007 – et des conditions de travail dégradées, alors même que les élèves sont toujours plus nombreux.

Pour Force Ouvrière, il est insensé de réduire l'éducation à un poste de dépense budgétaire : c'est ignorer qu'elle est un bien commun, indispensable pour construire l'avenir. L'école n'est pas à géométrie variable, elle doit être la même pour tous, en tous points du territoire. Les élections du 6 décembre prochain sont l'occasion d'exprimer haut et fort nos revendications

pour la défense des fonctionnaires et agents publics, de condamner en particulier la précarisation croissante dans l'Éducation nationale par le recours massif aux contractuels et de demander la création d'emplois statutaires à hauteur des besoins. Il est crucial de préserver le service public républicain et le statut de la fonction publique comme garants de l'intérêt général et freins à l'explosion des inégalités.

Nous ne voulons pas d'une école à plusieurs vitesses qui, préparant les enfants à une société inégalitaire, distingue entre ceux qui peuvent réussir – parce qu'ils en ont la chance, la capacité ou les moyens – et les autres. Or, ce gouvernement transforme l'égalité d'accès au droit à l'éducation en une sélection visant à ne privilégier que les futurs « premiers de cordée ». L'école de la République est celle qui garantit l'égalité réelle, au-delà de la seule égalité des chances, trop souvent érigée comme marchepied à une réussite au mérite alors qu'elle n'est que le prétexte à une mise en concurrence de tous contre tous. L'État doit donner à l'école les moyens de renouer avec son projet d'émancipation sociale par la transmission de l'instruction et le respect des valeurs communes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité. Plus que jamais, notre école est le terreau de la République..

PASCAL PAVAGEAU,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
@PascalPavageau sur Twitter